



DEPUTE-E-S FRONT DE GAUCHE
ANDRE CHASSAIGNE

Thiers, le 3 septembre 2013

Communiqué

Hébergement d'urgence : accueillir les plus fragiles est un devoir de la République !

360 personnes, dont 150 enfants, ont été jetées à la rue hier à Clermont-Ferrand et dans tout le département du Puy-de-Dôme : cet acte odieux est une honte pour notre République.

Il s'agit pour l'essentiel de demandeurs d'asile, mais aussi de mères seules avec enfants, de femmes victimes de violence ou de personnes sans domicile fixe. Réfugiées dans une église, puis évacuées en pleine nuit pour des raisons de sécurité, elles sont toujours dans l'attente de solutions d'hébergement décentes.

L'association gestionnaire du 115, l'ANEF, n'était en effet plus en capacité de payer leur hébergement d'urgence, faute d'engagement suffisant de la part de l'Etat. Malgré les interpellations répétées de l'association sur la dette qu'elle a contractée, les ministères concernés n'ont pas jugé bon de venir en aide aux plus démunis. Pour le pays des droits de l'homme, éviter de jeter des enfants à la rue ne serait donc plus une priorité politique.

La remise en service du 115, « *pour les cas d'extrême urgence* », comme proposée suite à une réunion en Préfecture, ne saurait constituer une réponse durable. Le directeur général de l'ANEF précisait d'ailleurs hier soir que l'« *on reste dans l'impasse la plus totale* », sans « *aucune solution à proposer aux personnes qui appellent* ».

La mission d'accueil des personnes les plus démunies, contraintes de s'exiler, ou touchées de plein fouet par la crise économique ou les difficultés sociales et familiales, doit être une priorité pour notre République. Les politiques d'austérité et les coupes budgétaires ne peuvent pas servir d'alibi à l'abandon de la responsabilité première de l'Etat, qui est de venir en aide aux plus fragiles. Dès aujourd'hui, les 360 personnes concernées doivent être relogées, et de telles situations ne doivent plus se reproduire.

Mais au-delà, un travail de fond entre les ministères concernés doit parvenir à garantir des financements pérennes pour l'hébergement d'urgence, en lien étroit avec tous les acteurs concernés. Je porterai cette exigence dès cet après-midi dans un rendez-vous avec Cécile Duflot, Ministre de l'Egalité des Territoires et du Logement.

Contact presse : Mouna ABKARI : 06 88 37 55 65